



Independent observer
of the Global Fund

L'URGENCE DE METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE ET UNE STRATÉGIE POUR LES PAYS EN TRANSITION

La question des pays en transition n'était pas à l'ordre du jour de la réunion du Conseil d'administration les 16 et 17 novembre dernier, mais elle a fait l'objet d'intenses discussions autour de la table et dans les couloirs. Des appels se sont fait entendre pour élaborer une stratégie claire, développer une feuille de route et rendre cette question prioritaire. Il est à noter qu'il n'existe pas d'indicateur clé de résultat sur la transition.

Dans son rapport au Conseil, le directeur exécutif Mark Dybul affirme que « dans le monde du développement et de la santé, il existe beaucoup de stratégies de retrait, mais peu de transitions réussies ».

Il y a beaucoup d'enjeux dans les transitions. La Thaïlande a annoncé qu'elle était volontaire pour ne plus recevoir de financements de la part du Fonds mondial à la fin de l'année 2016. D'autres pays sont en transition de manière involontaire parce qu'ils sont devenus inéligibles au soutien du Fonds mondial en raison de leurs revenus ou parce que le Fonds a resserré ses critères d'éligibilité.

L'OFM a appris que plusieurs pays ayant reçu des allocations pour 2014-2016 se sont vus signifier que ces subventions étaient des subventions de transitions et qu'ils devaient s'adapter à ce paramètre.

Ce qui manque dans tout cela, c'est une politique et une stratégie sur les transitions de la part du Fonds mondial. Quel rôle joue-t-il ? Quel est celui des partenaires techniques ? De quelle manière les parties prenantes, y compris la société civile, sont-elles impliquées ? Quand doit-on commencer la préparation ? Qui doit coordonner le processus ? Combien de temps est nécessaire ?

Qu'est-ce qui a été fait pour garantir que les populations clés, notamment celles qui sont marginalisées ou criminalisées ne soient pas laissées de côté lorsque le Fonds mondial quitte un pays ? Le Fonds mondial est-il prêt à financer des ONG directement pour fournir des services que le gouvernement refuse d'offrir ? Le Fonds serait-il prêt à faire cela dans les pays où il ne fournit plus de subventions aux gouvernements ?

La stratégie inclura-t-elle de persuader les gouvernements de financer les ONG directement pour fournir des soins aux populations clés ? Quel plaidoyer en faveur de la décriminalisation fera le Fonds mondial avant et après que les pays deviennent inéligibles à son financement ?

Aidspan a appris que le Secrétariat ne pouvait pas répondre à ces questions actuellement parce qu'il lui fallait attendre les directives contenues dans la nouvelle Stratégie 2017-2022. Or, cette Stratégie ne sera pas approuvée avant la prochaine réunion in situ du Conseil les 27-28 avril 2016. Tout le monde sait que les transitions font partie de la nouvelle Stratégie. Si vous avez le moindre doute à ce sujet, sachez que « le soutien de réponses durable pour le contrôle des épidémies et pour des transitions réussies » constitue l'une des activités majeures du cadre stratégique adopté durant la réunion des 16 et 17 novembre.

Le Secrétariat et le Comité pour les Stratégies, les Investissements et l'Impact devraient travailler sur une politique et une stratégie en parallèle de leur travail sur la nouvelle Stratégie. Ainsi, nous pourrions au moins avoir une ébauche déjà prête pour la prochaine réunion du Conseil. Des consultations approfondies devraient débiter dès à présent.

[Read More](#)
